

Articles de La Montagne sur les rassemblements de Moulins, Montluçon, Vichy contre la proposition de loi Sécurité globale le 28 novembre 2020

200 personnes mobilisées contre la loi « sécurité globale », ce samedi matin, à Moulins



200 personnes ont manifesté, ce matin, à Moulins. C'est nettement plus que samedi dernier : le premier rassemblement contre la loi "sécurité globale" avait alors réuni 70 personnes. © Philippe BIGARD

Un nouveau rassemblement était organisé contre la loi « sécurité globale », ce samedi matin, à Moulins. Rassemblement qui a mobilisé environ 200 personnes, devant la préfecture de l'Allier. Des manifestants réclamant l'abandon immédiat et total de cette proposition de loi.

La mobilisation prend de l'ampleur à Moulins. De 70 personnes samedi dernier, ils étaient environ 200, ce 28 novembre, devant la préfecture de l'Allier, à exiger le retrait du projet de loi « sécurité globale ».

Des opposants qui, comme aux quatre coins de la France, ont fait entendre leur voix. Pendant près d'une heure, une demi-douzaine d'intervenants, représentant plusieurs organisations syndicales, associations, collectifs (*), se sont ainsi relayés au micro.

Tous dénoncent « une proposition de loi gravement liberticide qui permettrait d'organiser une surveillance généralisée de tout l'espace public ».

Les détracteurs de la loi « sécurité globale » redoutent aussi, entre autres, la portée de son article 24 « dont le but est de restreindre le droit d'informer des journalistes et de la presse ».

Un deuxième rassemblement qui en appelle d'autres

Les orateurs ont également souligné « des dérives autoritaires de l'État ». Alors que cette mobilisation nationale a trouvé un nouvel écho ces derniers jours avec la publication, sur les réseaux sociaux, d'une vidéo de violences policières à l'encontre d'un producteur de musique parisien. Mais aussi d'autres affaires de violences policières, notamment l'évacuation controversée d'un camp de migrants, à Paris, lundi.

« Si la loi "sécurité globale" était entrée en vigueur, alors de tels faits ne pourraient être portés à la connaissance de l'opinion publique », ont dénoncé les intervenants, ce matin, devant la préfecture.

Un deuxième rassemblement qui en appelle d'autres à Moulins ...

L'appel à ce rassemblement était signé par Libre Pensée 03, Ligue des Droits de l'Homme 03, Ligue de l'Enseignement 03, Amnesty International 03, Mouvement de la Paix-Moulins, Union Locale CGT, Union Départementale FO, FSU 03. Avec le soutien de : PCF 03, POI 03, République et Socialisme.

150 personnes mobilisées contre le projet de loi sur la "sécurité globale" à Montluçon

Publié le 28/11/2020 à 13h31



A Montluçon, les manifestants se sont rassemblés place Piquand, au pied du vieux Château. © Cécile CHAMPAGNAT

La manifestation contre le projet de loi sur "la sécurité globale" a réuni 150 personnes à Montluçon, ce samedi. Une dizaine de syndicats, partis politiques et associations ont réclamé "le retrait total et immédiat de la loi".

Cent cinquante personnes et une dizaine de syndicats (CGT, FO, Snes-FSU, Solidaires...), partis politiques (PCF, France Insoumise, Parti ouvrier indépendant...) et associations (Amnesty International, RESF, Libre pensée, Ligue des droits de l'homme...) ont manifesté contre la loi sur la « sécurité globale », place Piquand, à Montluçon (Allier), ce samedi 28 novembre.

Se rassembler autour de « valeurs essentielles »

Cette manifestation a été organisée à l'initiative de la France Insoumise dans l'Allier. Des événements similaires se déroulaient également à Moulins et à Vichy,

On est satisfaits car les syndicats, les partis politiques et les associations nous ont suivis sans difficulté. Nous sommes rassemblés sur des valeurs essentielles

MICHEL BEAUNE (membre de la France Insoumise)

« Un retrait total et immédiat » du projet de loi

Les manifestants réclamaient unanimement « le retrait total et immédiat » du projet de loi. Laurent Indrusiak, secrétaire de l'union départementale de la CGT dans l'Allier résume cette volonté.

Toute la loi pose problème. Il ne faut pas se focaliser sur l'article 24. Il s'agit d'une énième loi sécuritaire et le gouvernement va toujours plus loin. Heureusement le mouvement autour de cette loi prend de l'ampleur.

Olivier Mathieu, représentant de l'association Libre pensée, renchérit : « cette loi n'est ni négociable, ni amendable. C'est une loi liberticide ».

Les manifestants ont également exigé la levée de l'état d'urgence sanitaire.

Florence Farina

350 manifestants dans les rues de Vichy (Allier) contre la loi « Sécurité globale »

Publié le 28/11/2020 à 19h37



Les manifestants ont demandé le retrait de la proposition de loi Sécurité globale © Dominique PARAT

Le cortège a défilé dans le centre-ville, ce samedi après-midi, pour demander le retrait d'un texte jugé « liberticide ». Deux autres manifestations avaient eu lieu dans la matinée à Moulins (200 personnes) et Montluçon (150 personnes).

« Liberté ! Liberté ! Liberté ! » Ce samedi après-midi, 350 personnes se sont réunies place Charles-de-Gaulle, à Vichy, avant de défilé dans les rues du centre-ville pour crier, principalement, leur opposition à la proposition de loi « Sécurité globale ».

« Un texte liberticide », martèle Enzo, un jeune « citoyen en colère » de 17 ans à l'origine de la mobilisation qui a fédéré plusieurs syndicats, associations, représentants de partis politiques...

Parti à 15 h 15 de la place Charles-de-Gaulle, le cortège, au sein duquel plusieurs pancartes brandies demandaient « plus de flash, moins de flashball », revendiquaient « la liberté de circuler, filmer, respirer, penser, lier » ou dénonçaient « les violences policières », a pris la direction de la gare avant de s'arrêter au croisement des Quatre-Chemins, pour « un temps de prise de paroles ».

« Les dangers de cette loi sécurité globale ne se limitent pas à l'article 24 (*). L'utilisation de drones par la police est un moyen de filmer l'action syndicale. C'est un cran supplémentaire dans la remise en cause de la liberté de manifester », s'est ému Fabian Laude, secrétaire général de l'union locale CGT Vichy.

On s'attaque à un bloc de lois démocratiques qui font obstacle au déploiement de l'arbitraire

« On s'attaque à un bloc de lois démocratiques qui font obstacle au déploiement de l'arbitraire. Nous demandons le retrait total de ce projet attentatoire à la liberté », a renchéri Vincent Prémey, secrétaire départemental de la FSU de l'Allier. Un étudiant vichyssois en DUT journalisme a également pris le micro pour souligner le risque que représente cette loi « sur le plan de la liberté de la presse ».

Les manifestants se sont ensuite rendus devant la permanence de la députée LREM, Bénédicte Peyrol. Une poignée d'entre eux a collé des tracts sur la porte d'entrée de l'immeuble situé rue Carnot avant de mettre un terme à la mobilisation sur le parvis de l'hôtel de ville, où le cortège s'est dispersé vers 17 heures.

Olivier Rezel

